

L'ÉVEIL

Hebdo

N° 500 / 13^{ème} année. mardi 14 octobre 2003

Pour que soit mis fin au calvaire

Mobilisés par le triple calvaire du chômage, de la marginalisation et de l'exclusion, les titulaires de doctorats et diplômés de troisième cycle au chômage défilent depuis plus de 5 ans d'une porte à l'autre entre les partenaires sociaux et les départements publics concernés. Les établissements de l'enseignement supérieur achètent les services de ceux-ci à des prix dérisoires de près de 400 UM l'heure et par le mirage d'un recrutement qui n'est jamais au niveau des besoins réels de ces établissements, qu'il faut à chaque fois attendre pendant 2 à 3 ans et pour la participation auquel il faut accepter l'arbitraire de la grille des notations adoptée par la Commission Nationale des Concours. Une grille qui valorise très peu l'expérience professionnelle, ne prend aucun compte de l'ancienneté de diplôme et pénalise injustement les titulaires de doctorats de 3ème cycle. Le Commissariat aux Droits de l'Homme, chargé de la Lutte contre la Pauvreté et de l'Insertion (CDHLPI) semble, avec les deux derniers commissaires, être incapable de concevoir un plan d'action cohérent pour gérer le dossier des diplômés au chômage. Pire, le dit Commissariat a consciencieusement sapé le principal acquis des diplômés par le manque de suivi des stages puis l'arrêt des financements de ceux-ci, plus particulièrement dans les départements publics où plus de 2 ans de stage n'ont encore conduit à aucun processus d'insertion définitive. Enfin, la toute dernière

opération de financement des petits projets a, de par ses conditions, profité

aux banques privées plutôt qu'aux destinataires. Les titulaires de doctorats et diplômés de 3ème cycle ne comprennent pas pourquoi ils

sont encore exclus de cette opération et demandent d'en profiter à des conditions spécialement favorables (gratuité des crédits, plafonds convenables, traitement en groupe du dossier,). Au niveau de la société civile et de la classe politique, la dernière campagne de sensibilisation, menée par le collectif en vers les formations politiques en course pour les élections présidentielles du 7 novembre 2003, s'est plutôt bien passée sauf qu'avec le PRDS, les délégués du collectif ont jusqu'à présent eu des problèmes pour obtenir des audiences avec le Secrétaire Général et le Directeur de campagne du parti en question, dont le collectif attendait une contribution déterminante en tant que parti au pouvoir. En dernier recours, le collectif garde encore un vif espoir d'obtenir une audience salutaire avec son Excellence Monsieur le Président de la République et de le voir prendre des mesures énergiques pour nous faire gagner le jeu des prolongations que nous livrons contre le chômage à la fin de l'actuel septennat et ce à travers :

1. L'organisation d'un recrutement, à la hauteur des besoins réels, de professeurs de l'enseignement supérieur ;
2. L'intégration définitive des stagiaires du secteur public ;
3. La prise en charge de tous les titulaires de doctorats et autres diplômés de 3ème cycle au chômage par le Commissariat ;
4. L'adoption de mesures de nature à favoriser l'intégration des titulaires de doctorats dans la fonction publique.